

Les mouvements des Jeunes et des Femmes musulmans vent debout contre le projet de Constitution

Les mouvements des Jeunes et des Femmes musulmans sont contre le projet de Constitution du président Faustin Archange Touadéra soumis à référendum le 30 juillet. Et courageux, ils ne se voilent pas le visage et le font savoir. Dans deux communiqués séparés mais avec un fond similaire, ces mouvements de base de la communauté musulmane dénoncent le caractère discriminatoire du projet de Constitution qui les écarte de la République que veut instaurer l'actuel président. Le Mouvement des Femmes annonce même des marches pacifiques la veille et le jour j du vote référendaire. Communiqués.

ASSOCIATION DE LA JEUNESSE MUSULMANE CONTRE L'EXCLUSION EN CENTRAFRIQUE (A.J.M.C.E.C.A) A BANGUI (RCA)
Bangui, le 24 juillet 2023
Présidence

Communiqué

Nous, Jeunes musulmans de Centrafrique réunissons au sein de l'association de la Jeunesse musulmane contre l'exclusion en Centrafrique ont été surpris par le projet de la nouvelle constitution ou la notion de « Centrafricaineté » apparaisse.

Ce concept est discrétatoire, à caractère racisme. Nous avons été marginalisé par le passé et même aujourd'hui à cause de notre religion qui en principe n'a rien à voir puisque la république Centrafricaine est laïque.

Aujourd'hui même pour avoir la carte d'identité nationale est un parcours de combattant, on nous demande l'acte de naissance de nos parents donc aujourd'hui ça se concrétise que le président Faustin Archange TOUADERA est un manipulateur.

UN MONSIEUR QUI NE RESPECTE PAS SON ENGAGEMENT.

Est Centrafricain d'origine toute personne dont les parents sont eux même Centrafricains.

Devant ce grand danger nous n'accepterons pas que nos droits soient bafoués. Nous allons les défendre jusqu'à dernière énergies.

D'ailleurs c'est prévu dans le saint coran et enseigné par le prophète Mohamed.

Nous appelons les jeunes de JICA, MKB, les Mouzaïdine à se mobiliser pour faire échouer le referendum prévu ce 30 Juillet 2023.

Non à l'exclusion ! Non au racisme ! Non au projet funeste de la nouvelle constitution.

**Le Président
MOUSSA ABDOULAYE**

**Mouvement des Femmes Musulmanes contre l'Exclusion en Centrafrique (MFMCECA)
Solidarité – Dévouement – Egalité
Bangui, Le 23 juillet 2023**

COMMUNIQUE

Le mouvement des Femmes musulmanes contre l'exclusion en république Centrafrique (MFMCECA) a pris connaissance du projet de la nouvelle constitution, du coup, il a constaté avec émoi le caractère discriminatoire de certaines dispositions qui semblent à être un règlement de compte il s'agit de :

Article 10 : La nationalité est une et exclusive.

- Elle ne peut être détenue concurremment avec une autre sauf le cas d'exception déterminés par la loi.

- La nationalité Centrafricaine est soit d'origine, soit d'acquittions individuelle.

- Est Centrafricain d'origine toute personne dont les parents sont eux même Centrafricains.

Par expérience des événements tragiques, sombres que le pays a traversé et continue encore, nous disons « STOP » plus jamais ça. Nous prions le Chef de l'Etat le Professeur Archange TOUDERA de respecter scrupuleusement son serment de finir le mandat en cours et laisser d'autres filles ou fils du pays pour nous conduire au bon port.

Monsieur le Président Faustin Archange TOUADERA il faut savoir que votre deux mandats ont pour le résultat Négatif. Tout ce que vous aviez promis n'ont pas été faits.

Chaque jours nos concitoyens meurent comme des mouches, nos FACAS sont devenus les femmes des Wagners, nos parties intimes sont exposées à la place publique. On nous insulte tout le jour par vos proches collaborateurs.

Avec tout ça voulez-vous qu'on vous accorde encore un autre mandat ? A partir du 29-30 Juillet une série de marches de protestation seront organisées en collaboration avec l'OFCA.

Ampliation :

- Ambassade des Etat – Unis
- Ambassade de France
- Minusca
- Présidence
- Assemblée National
- Primature

La Présidente
Kaltouma Youssouf

Projet de la nouvelle Constitution : Touadéra veut-il réellement enterrer politiquement l'opposition ?

On ne dira pas assez des critiques formulées çà et là contre le projet de la nouvelle Constitution, alimentant de débat à n'en point finir autour de certains points de ce projet. Il s'agit entre autres de rallongement de la durée et de l'illimitation de mandat présidentiel prévus dans la mouture du projet de la nouvelle contre lequel l'opposition est vent debout.

Effectivement, le projet de la nouvelle Constitution en son article 67 dispose « Le Président de la République est élu au suffrage universel direct et au scrutin secret, majoritaire à deux (2) tours pour un mandat de sept (7) ans renouvelable. »

Pour les adversaires de Faustin Archange Touadéra, la durée ainsi que l'illimitation de mandat présidentiel, fixées dans ce projet de la nouvelle Constitution pose un sérieux problème pour l'avenir de la jeune démocratie en Centrafrique.

Nul n'est sans ignorer les dispositions de l'actuelle Constitution qui fixent à 5 ans la durée de mandat présidentiel et renouvelable une seule fois. Contrairement au projet de la nouvelle Constitution qui rallonge non seulement ce mandat à 7 ans, mais n'en a prévu aucune limitation.

Du coup, l'opposition notamment le BRDC (Bloc des Républicains pour la Défense de la Constitution du 30 mars 2016) voit dans cette dispositions une volonté manifeste de la part de Touadéra de s'éterniser au pouvoir ou d'écartier ses potentiels adversaires.

En réaction à cette accusation, lors du meeting tenu par le Président de la République à Gobongo dans le 4^{ème} arrondissement de Bangui. Meeting dont nous avons relayé quelques propos de ce dernier dans nos colonnes, sur cette question, Faustin Archange Touadéra a expliqué que les raisons pour lesquelles le mandat présidentiel est passé de 5 à 7 ans sont strictement d'ordre politique et économique.

Au plan politique, il a déclaré que l'actuel mandat présidentiel de 5 ans ne permet pas au Président de la République de réaliser le programme pour lequel il est élu par ses compatriotes à la magistrature suprême de l'Etat.

Au plan économique, il a aussi déclaré que le pays fait face depuis un certain temps à de sérieuses difficultés de trésorerie, qui rend difficile la mobilisation de ressource pour pouvoir organiser les élections en un laps de temps.

Si le Président de la République n'a rien dit de concret concernant la limitation de mandat présidentiel, par contre, il s'est défendu de toute accusation le visant de vouloir se maintenir au pouvoir.

De même dans son camp l'on pense que ceux qui l'accusent de chercher à se maintenir ne sont pas Dieu pour lire dans ses pensées.

C'est-à-dire il n'y a rien qui atteste pour le moment une quelconque volonté de la part de l'homme du 30 mars 2016 de vouloir transformer la RCA à une monarchie.

La fonction de Président de la République n'est pas une fonction nominative, c'est au peuple souverain de décider quelle est la centrafricaine ou le centrafricain capable de prédestiner à son destin, a balayé du revers de la main un partisan du pouvoir cette accusation.

On se souvient en cela des propos tenus par le Directeur National de Campagne (DNC) national pour le référendum constitutionnel, l'Honorable Evariste Ngamana, lors de la récente l'interview a lui accordée par RFI.

A la question de savoir si le but de la réécriture de la Constitution est d'ouvrir la voix d'un troisième mandat à Faustin Archange Touadéra, sans détour, le DNC a répondu que si ses compatriotes venaient à voter le projet de la nouvelle Constitutionnel 30 juillet 2023, le campeur sera remis à zéro.

Dans ce cas, il n'y aura rien qui puisse empêcher Touadéra d'être candidats à la prochaine présidentielle s'il le souhaite, a-t-il dit.

Ce qui fait dire d'autres proches du Président de la République, qu'il n'y a pas de troisième mandat mais plutôt un nouveau mandat puisqu'il sera question d'une nouvelle République. Déclaration qui est loin d'apaiser la tension entre pouvoir et opposition. Mais dans tous les cas il appartient au peuple de trancher.

Wozabanga



"Sans le coup d'Etat de 2014, l'Ukraine vivrait en paix"



Projet de la nouvelle Constitution : Touadéra veut-il réellement enterrer politiquement l'opposition ?

**ANNONCE
PRAPAM
Appel à Manifestation
d'Intérêt**

LE DEMOCRATE

Quotidien indépendant d'informations générales
Bangui - RCA / Tel: 75 50 51 09 - 75 05 54 07
e-mail : le_democrate2000@yahoo.fr
Directeur de publication: Ferdinand SAMBA

N° 5440 du Mercredi 26 Juillet 2023 300 FCFA

Ombre et lumière

Guy José Kossa interpelle les « rédacteurs juridiques sans scrupules de la constitution de la honte, de la haine, de la division et du règne sans fin de la dictature en RCA »



Les mouvements des Jeunes et des Femmes musulmans vent debout contre le projet de Constitution

Interview d'Oleg Nesterenko, président du CCIE http://c-cie.eu , accordé à la publication "L'Eclairer des Alpes".
Partie 1/3
Source : https://eclairer.substack.com/p/sans-le-coup-detat-de-2014-lukraine

L'Eclairer - Par-delà la responsabilité de Vladimir Poutine dans le déclenchement de la guerre, quelles sont les raisons qui ont poussé les Russes à intervenir militairement en Ukraine, et quelles en sont les causes profondes ?

Oleg Nesterenko - En parlant des raisons qui ont poussé les Russes à intervenir militairement en Ukraine, les causes profondes et les éléments déclencheurs sont souvent confondus, surtout dans la presse occidentale. Les éléments déclencheurs, on les prend pour les causes. Quant aux causes, on n'en parle même pas ou on raconte un peu n'importe quoi. Il est important de les distinguer les unes des autres.

Il y a deux principaux éléments déclencheurs interdépendants. Le premier, c'est le coup d'état à Kiev en 2014. Sans ce renversement anticonstitutionnel du pouvoir, l'Ukraine vivrait aujourd'hui en paix. Sans ce coup d'Etat, dont on a des preuves tangibles que les États-Unis d'Amérique étaient derrière avec l'aide de leurs suppléants européens, il n'y aurait pas la guerre que nous vivons actuellement. Il est important de souligner qu'avant cet événement de 2014, ni la Crimée, ni la région du Donetsk, ni la région du Lougansk n'avaient la moindre intention de se séparer de l'Ukraine. En Crimée, je n'ai jamais entendu personne, ni parmi les simples habitants, ni parmi les hauts responsables dans les cercles fermés, parler de la possibilité ou nécessité de se séparer de l'Ukraine et de rejoindre la Russie. Il n'y avait aucune raison de le faire.

Et même plus tard, dans le cadre des accords de Minsk, l'idée de la séparation de l'Ukraine des régions de Lougansk et du Donetsk n'était nullement prévue, ni même soulevée. C'est le supplément de l'autonomie vis-à-vis du pouvoir central de Kiev qui était le sujet de l'accord, en commençant par l'autonomie linguistique : le droit des habitants de l'est de l'Ukraine de parler et d'utiliser leur langue natale, langue qu'ils souhaitent et non pas celle imposée par le nouveau pouvoir portant une légitimité plus que discutable.

“ Les habitants des régions pro-russes ont été profondément traumatisés par ce qui s'est passé à Odessa ”

Le second point déclencheur de la guerre en Ukraine, c'est le massacre d'Odessa de 2014 dont en France on ne parle pas beaucoup. La propagande locale cherche à occulter ce fait majeur. Il est beaucoup trop gênant. Quand le coup d'Etat a eu lieu à Kiev et que les ultra-nationalistes, soutenus directement par les Etats-Unis, sont arrivés au pouvoir, les parties de l'Ukraine qui sont russophones et traditionnellement pro-russes - les régions du Donbass, la Crimée, l'Odessa, Nikolaïev, Kharkov russophones - se sont soulevées.

Et quand les extrémistes sont venus à Odessa pour réprimer les manifestations parfaitement pacifiques des habitants, ils sont venus armés pour tuer. Officiellement, il y a eu 48 morts. Réellement - certainement davantage. Et cela n'était pas des morts abstraits, victimes d'un accident quelconque. Ce sont les habitants d'Odessa qui ont été massacrés par des ultranationalistes et néo-nazis venus des régions de l'ouest de l'Ukraine traditionnellement russophone. Et ces habitants ont été massacrés avec une énorme sauvagerie (violés et, ensuite, étranglés, brûlés vifs, ...) pour leur refus d'accepter le nouveau pouvoir qui n'a jamais été élu par personne. Les habitants des régions pro-russes ont été profondément traumatisés par cette tuerie, davantage même que par les événements à Kiev, car, cette fois ci, cela s'est passé chez eux et pouvait se reproduire à n'importe quel moment. J'étais en Crimée en 2014 et je me souviens parfaitement des habitants disant "c'est totalement exclu que ces dégénérés viennent chez nous".

Bien que la quasi-intégralité des auteurs du massacre d'Odessa soit parfaitement connue - il y a une grande quantité de témoignages, des photos et des vidéos avec les visages non dissimulés des participants à la tuerie - pas un seul n'a pas été ni arrêté, ni même inquiété par le nouveau pouvoir ukrainien. Ceci est le début, le fondement de la nouvelle « démocratie » ukrainienne tant admirée par des masses crédules et manipulés en Occident.

Ainsi, après les proclamations d'indépendance des régions de la Crimée et du Donbass vis-à-vis de l'Ukraine qui ont été facile à réaliser, vu qu'au moins les trois-quarts des populations concernées étaient farouchement opposés au nouveau pouvoir qui s'est fait installer à Kiev - les événements à Odessa n'ont fait que reconfrimer le bienfondé de la séparation.

L'Eclairer - Comment expliquer l'immixtion des Etats-Unis et de l'Union européenne dans des affaires qui auraient pu rester somme toutes régionales ?

Oleg Nesterenko - Parce que les vraies causes profondes de ce conflit sont toutes autres. Ces vraies raisons, il faut aller les chercher du côté des Etats-Unis. Il faut même oublier l'Ukraine parce qu'en fait, elle n'y est pas pour grand-chose. Ce ne sont pas les Ukrainiens qui ont décidé ou déci-

dent de quoi que ce soit. Ils sont juste des exécutants et des victimes dans un grand jeu qui les dépasse grandement.

Avant de parler des vraies causes profondes de ce conflit et du rôle sous-jacent de l'occident collectif, il est important de dire quelques mots sur le rôle de la base navale russe en Crimée, à Sébastopol. Le rôle non pas dans le cadre des événements du février 2022, mais de mars 2014.

On a beaucoup parlé de Moscou qui avait l'intention de protéger les populations russes et pro-russes. C'est vrai. C'est une raison humaine. Mais, géopolitiquement, la raison clé de la reprise de la Crimée était la base navale de Sébastopol. La base navale de Sébastopol est un élément stratégique pour la défense de la Fédération de Russie. Celui qui contrôle la base navale de Sébastopol contrôle la mer Noire. C'est aussi simple que cela. Pour le Kremlin, il était donc inconcevable que les Russes qui s'y trouvent depuis toujours, et non pas que depuis 1991, soient chassés et qu'à leur place il y ait des navires de l'Otan et que les Etats-Unis s'y installent. Car c'était bien le projet occidental.

L'Eclairer - Ce port représente-t-il une quelconque stratégie pour l'Ukraine ?

Oleg Nesterenko - La base navale de Sébastopol n'a aucune valeur stratégique, voir existentielle pour l'Ukraine. L'Ukraine n'a jamais été et ne le sera jamais une puissance navale. Les forces navales ukrainiennes aujourd'hui sont, tout simplement, inexistantes. Sans parler que la présence des Russes n'était pas gratuite. La Russie payait chaque année la location du port. C'était donc plutôt bénéfique pour Kiev de louer la base aux Russes. En revanche, pour l'Otan, c'est un point plus que stratégique. La prise du port de Sébastopol aurait vraiment été une grande victoire géopolitique. Pour Moscou, c'était donc un élément existentiel de ne jamais permettre l'accès à des forces ennemies à la base de Sébastopol.

Après l'entrée en 1952 de la Turquie dans l'OTAN et, ensuite, l'absorption de la Roumanie et de la Bulgarie en 2004, la géostratégie de l'alliance atlantique était et est toujours d'absorber l'Ukraine et la Géorgie en clausurant les forces navales russes dans le port de Novorossiysk - seule base navale restante en eaux profondes, et, ainsi, faisant de la mer Noire la mer interne de l'OTAN.

Malgré les mensonges répétés au fil des années, c'est exactement cela qui a été projeté et dont l'unique cible était bien la Russie. Et ceci même depuis les années 1990 quand les relations Russie-occident étaient à leur plus haut niveau depuis 1944 ; à l'époque, le pouvoir de Moscou était encore très ouvert et trop naïf vis-à-vis des intentions de l'occident collectif américain-centrique.

L'Eclairer - L'Ukraine ne serait donc qu'un pion et l'Europe une sorte d'échiquier ?

Oleg Nesterenko - Malheureusement, c'est exactement le cas. Et les responsables à Kiev sont parfaitement au courant de la situation. Je ne crois pas une seule seconde que Zelensky et son entourage ne soient pas conscients du rôle réel qui est le leur.

Pour revenir aux raisons profondes de la guerre en Ukraine, il n'y a pas une, mais trois raisons clés. C'est, d'une part, la volonté de continuation de la domination mondiale par le système monétaire américain, donc le dollar. La guerre en Ukraine, c'est, avant tout, la guerre de la monnaie américaine (à suivre dans notre second volet).

La deuxième raison, c'est la réduction maximale des relations économiques entre la Russie et l'Union Européenne. Ce n'est pas la Russie, mais l'Union Européenne qui est le concurrent majeur des Etats-Unis sur le marché mondial. Diminuer la compétitivité des européens en les privant d'un des éléments majeurs de la régulation du coût de revient de leur production industrielle qui est l'énergie russe bon marché était l'un des éléments clés de la politique étrangère américaine.

La troisième raison, c'est la volonté de l'affaiblissement significatif de la Russie et donc de ses capacités d'intervention vis-à-vis du futur conflit majeur qui aura inévitablement lieu entre les Etats-Unis et la Chine et dont la Russie est « la base arrière » énergétique et alimentaire de cette dernière. Quand la phase active des hostilités sino-américaines vera le jour, sans la Russie derrière, l'économie de la Chine sera condamnée.

L'Eclairer - Comment expliquer que les Américains n'aient pas essayé (s'ils n'ont pas essayé) de déstabiliser la Russie en interne comme ils l'ont fait en Ukraine ?

Oleg Nesterenko - Ce mode opératoire fait partie de leur doctrine. En Ukraine ils ont réussi, mais il ne faut pas oublier qu'auparavant, ils ont déjà fait exactement la même chose en Géorgie, en 2003, où ils ont parfaitement réussi le coup, et ont essayé de reproduire le même scénario et en Biélorussie et au Kazakhstan, entre autres. Cela n'a pas marché en grande partie grâce aux soutiens de la Russie aux pays visés.

Bien évidemment qu'ils ont essayé de déstabiliser la Russie de l'intérieur. Et, de leur point de vue, ils ont parfaitement raison de le faire, car la seule et unique possibilité de faire effondrer la Russie, c'est de l'intérieur. Non seulement ils l'ont essayé, mais ils continuent d'essayer. Sauf que le mode opératoire de l'adversaire est parfaitement connu et les structures de la sécurité interne du pays sont bien adaptées pour lutter contre la menace.

La Russie n'est pas la Géorgie, et encore moins l'Ukraine, compte tenu de sa puissance et de ses structures politiques très largement soutenues par la population. La Russie est beaucoup plus stable.

Guy José Kossa, personnalité politique aux parlers plutôt francs, joint sa voix aux nombreux autres Centrafricains et autres qui critiquent la Constitution que veut imposer aux Centrafricains le président Faustin Archange Touadéra. Il a choisi pour sa part, de s'adresser aux rédacteurs du projet de Constitution soumis à référendum fin juillet. Une lettre sans tendresse...

LETTR E OUVERTE AUX RÉDACTEURS DE LA CONSTITUTION SÉGRÉGATIONNISTE

Mesdames, Messieurs, Chers rédacteurs juridiques sans scrupules

Je n'ai pas hésité une seule seconde avant de vous adresser cette lettre ouverte, convaincu d'accomplir par cet acte, ce que je sais être mon devoir moral de modeste citoyen centrafricain, confronté que je suis comme tous mes compatriotes, à la plus exécration des impositions. Je n'ignore pas non plus, votre entière et lourde responsabilité d'intellectuels zélés, quant à l'enfantement de cette épouvantable « autocratie constitutionnelle », dont l'incontestable et unique visée, est de consacrer et normaliser définitivement, l'arrogante et la monstrueuse dictature du Président TOUADERA.

À titre de simple mais indispensable rappel historique, souvenez-vous encore, que les systèmes politiques oppresseurs et despotiques, des dictateurs africains ivres de pouvoir que furent autrefois Francisco Macias NGUEMA, Mathieu KEREKOU, Gnassingbé EYADEMA, Moussa TRAORÉ, Jean Bedel BOKASSA, IDI AMIN DADA, MOBUTU SSESSE SEKO, n'auraient sans doute pas survécu et prospéré, si ces derniers n'avaient su bénéficier et exploiter à leur guise et dans leur propre intérêt, la proximité néfaste de bon nombre de diplômés poltrons et d'intellectuels tarés, lesquels s'étaient mis au service des plus mauvaises causes, allant jusqu'à produire à profusion un socle de réflexion - pertinente à certains égards -, sur lequel s'étaient reposés et enracinés durablement, les régimes à pensée et à parti unique.

Mesdames, Messieurs,

En vous inscrivant dans la lignée de ces intellectuels sans scrupules d'un temps révolu, vous vous trompez d'époque, plus est, vous confirmez ainsi votre ignorance d'au moins trois vérités de l'histoire plus ou moins récente de notre cher continent :

- 1. Les conférences nationales qui, quoiqu'en pensent certains, ont insufflé le vent de la démocratie et des contestations, lequel vent continuera de souffler bon gré mal gré, avec plus ou moins d'intensité, plus ou moins de bonheur ici et là, mais toujours avec une détermination à toute épreuve des peuples opprimés ;
2. La vulgarisation des NTIC, l'utilisation répandue des réseaux sociaux, et surtout du téléphone portable dont se dotent aisément aujourd'hui, même les habitants des villages les plus reculés d'Afrique. Grâce à ces moyens de communication, il n'est plus de secret qui soit mieux gardé, ni d'hommes et de femmes de l'ombre comme vous, dont les noms ne soient connus de tous ;
3. La précarité des régimes qui imposent à leur peuple le changement de constitution et le maintien par la force d'un chef d'État souvent très décrié, a été mainte fois démontrée. Quelle que soit leur prétendue solidité, ces régimes finissent toujours par céder et disparaître.

Mesdames et Messieurs les Intellectuels de service, Dans la plupart des débats et discussions qui ont lieu à l'heure actuelle sur les réseaux sociaux ou ailleurs, il apparaît que beaucoup d'interlocuteurs perçoivent à peine, ou pas encore clairement, le rôle pernicieux des concepteurs et rédacteurs que vous êtes, de cette constitution de la haine et de la division.

Or, en jouant les apprentis sorciers, les intellectuels serviles qui font commerce de leur matière grise, l'élite qui va à la soupe et dévalorise toute réflexion stratégique, dans l'unique but de fournir à TOUADERA les outils lui permettant de conforter ses choix autoritaires et réaliser son dessein funeste de modification de la constitution pour se maintenir au pouvoir, pourquoi seriez-vous moins responsables et moins comptables de la dérive dictatoriale actuelle et de toutes ses conséquences à venir ?

Dans un pays où l'on gratifie si généreusement et malheureusement, du statut d'intellectuel aussi bien tous les individus qui ne sont pas alphabètes, que toutes les personnes qui ont fait des études supérieures mais ne manifestent aucun goût prononcé pour les choses de l'esprit, l'on ne devrait plus se surprendre, que leur seule raison d'être soit la mangeoire à tout prix, et le sens de leur existence, graviter sans cesse dans la galaxie du pouvoir TOUADERA.

Mesdames, Messieurs, Chers rédacteurs juridiques sans scrupules de la constitution de la honte, de la haine, de la division

et du règne sans fin de la dictature en RCA, Permettez que je vous le dise enfin : Les intellectuels asservis comme vous, ne sont et ne resteront que des lumières éteintes. Vous êtes désormais et à jamais, marqués au front, de l'insigne du déshonneur et du malheur de ce peuple qui vous connaît et vous regarde faire en silence, mais sait que son heure viendra. Alors seulement, il saura se souvenir et vous récompenser, chacun à sa juste valeur, de tous vos bons et loyaux services À bon entendeur...

GJK-Guy José KOSSA

Arrestation de Serge Gbayombo : le BRDC condamne et dénonce une dérive totalitaire

Ce lundi 24 juillet dans l'après-midi, M. Serge Gbayombo, porte-parole du leader de l'URCA Anicet Georges Dologuélé, a été arrêté à son domicile à Gbogbo dans le 4ème arrondissement par les éléments de la garde présidentielle. Il a été brutalisé puis conduit à la SRI où il a été torturé d'après ses proches. Son péché, c'est de s'être engagé, dans le cadre de ses activités politiques, à mobiliser ses compatriotes pour boycotter le référendum constitutionnel du 30 juillet. Le Bloc républicain pour la défense de la Constitution (BRDC) dont l'URCA est membre, a réagi à travers une déclaration dont voici la teneur. M. Serge Gbayombo a été libéré dans la soirée un peu plus tard après la publication de la déclaration du BRDC.

COORDINATION DU BLOC REPUBLICAIN POUR LA DEFENSE DE LA CONSTITUTION (BRDC) DECLARATION RELATIVE À L'ENLEVEMENT DE SERGE GBAYOMBO

Le Bloc Républicain pour la Défense de la Constitution, a suivi avec consternation l'enlèvement et la séquestration de Monsieur Serge GBAYOMBO, Porte-Parole du Président Anicet Georges DOLOGUELE de l'URCA et membre du BRDC dans la journée du lundi 24 juillet 2023 à 15h 17 minutes précises à son domicile.

Considérant les éléments recueillis auprès de sa famille biologique, trois éléments de la Garde Présidentielle bien armés à bord d'un véhicule de marque TOYOTA, type Land Cruiser, ont fait irruption au domicile de Monsieur Serge GBAYOMBO en lui reprochant le fait qu'il sensibilise la population à boycotter le référendum constitutionnel du 30 juillet 2023.

Au cours des échanges, Monsieur Serge GBAYOMBO a été torturé à son domicile et embarqué de force par ses ravisseurs qui l'ont conduit à la Section de Recherche et d'Investigation (SRI) comme un bandit de grand chemin.

Cette entorse à la démocratie intervient pendant que le tueur des Centrafricains, Hassan Bouba, soustrait à la justice est entrain de battre campagne pour le coup d'État constitutionnel en cours.

Le tort de Monsieur Serge GBAYOMBO est le fait d'être le Porte-parole du Président Anicet Georges DOLOGUELE et son engagement dans le mot d'ordre de boycott actif du référendum susmentionné.

Pour le BRDC, tout ceci préfigure la nouvelle République de Touadera, d'inspiration dictatoriale et discriminatoire.

Considérant cette grave violation de la liberté d'opinion, d'atteinte au libre jeu de la démocratie et du pluralisme politique, le BRDC prend pour responsables de l'intégrité physique de Monsieur Serge GBAYOMBO Monsieur Touadera et ses agents d'exécutions et rendront compte des violations des droits fondamentaux des citoyens centrafricains.

Par la présente déclaration, le BRDC dénonce et condamne avec la plus grande fermeté cette dérive totalitaire imputable à Monsieur Touadera et son clan tout en exigeant la libération immédiate de Monsieur Serge GBAYOMBO.

Fait à Bangui, le 24 Juillet 2023 Le Coordinateur Maître Crépin MBOLI-GOUMBA

PRAPAM
Appel à Manifestation d'Intérêt

olivierpakossi@yahoo.com au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des candidatures. Le client répondra à toutes les demandes d'éclaircissements au plus tard 3 jours avant la date de remise des candidatures.

Les Candidatures comprenant le curriculum vitæ actualisé, les copies certifiées des diplômes et attestations de services fait doivent être remises sous plis fermés à l'adresse ci-dessous, en personne, au plus tard le 08 Août 2023 à 10heures 30mn.

À l'attention de : Yvon-Francis BOUBA DALAMBAYE, Coordonnateur du PRAPAM
 Adresse : Ministère de l'Elevage et de la Santé Animale (MESA), Rue Durand Ferté- B.P.1374, Tél.21 61 49 88 BANGUI-RCA.
 Email : francisbouba@yahoo.fr / f.bouba_dalambaye@prapam-fida.org
 Téléphone : (+236) 72 67 25 32 / 72 56 39 26

Le Coordonnateur du PRAPAM



Yvon Francis BOUBA DALAMBAYE

L'Eclaireur - La Russie n'a-t-elle pas néanmoins sous-estimé la capacité de résistance des Ukrainiens ?

Oleg Nesterenko - Rappelez-vous les expertises, sérieuses, qui ont été faites sur la capacité de l'Ukraine à maintenir la résistance contre la Russie. A l'époque, juste avant le déclenchement, il était estimé que l'Ukraine ne pouvait tenir qu'un temps très limité face à la Russie.

Contrairement aux informations développées dans les mass médias occidentaux et malgré les événements que l'on observe sur le terrain depuis plus d'un an, j'aimerais souligner que ces experts qui ont prévu que l'Ukraine ne pourrait résister qu'un temps limité n'ont eu nullement tort. Ils ne se sont nullement trompés dans leurs prévisions.

Mes paroles peuvent paraître étonnantes vis-à-vis de ce qu'on observe depuis plus d'un an. Pourtant il n'y a pas à s'étonner. Il ne faut jamais oublier que le déclenchement de la phase active des hostilités a eu lieu fin février 2022 et que déjà fin mars 2022, il y a eu des pourparlers à Istanbul entre l'Ukraine et la Russie. Pour quelles raisons une partie qui se sent forte et qui sait qu'elle a encore des capacités considérables de résistance se mettrait-elle autour d'une table de négociations pour convenir d'une forme de reddition ? Ça n'arrive jamais ainsi. Les Ukrainiens se sont mis autour d'une table de négociation étant conscients que leurs capacités de résistance étaient très limitées.

"L'Ukraine s'est vue ouvrir une gigantesque ligne de crédit partiellement payable en armement. En contrepartie, l'Ukraine devait s'engager à ne pas conclure de cessez-le feu avec la Russie et fournir la chair à canon."

A Istanbul, quand les deux parties ont trouvé un consensus sur la majorité d'éléments clés de l'accord sur l'arrêt des hostilités, quand ils ont été pratiquement à un pas de la ratification du document de l'accord de paix, il y a eu un virage à 180 degrés du côté ukrainien. Pourquoi ? Il ne faut pas avoir une grande expérience dans le monde des affaires pour savoir: dans le cadre de négociations, quand une des deux parties fait volte-face du jour au lendemain, cela ne signifie qu'une seule chose - que cette partie a eu une contre-proposition de la part des concurrents de ceux qui sont en face d'elle. C'est comme cela que cela se passe dans le monde des affaires. Dans la politique c'est pareil.

Si l'Ukraine a pu se permettre le luxe de faire une croix sur l'accord de paix, c'est tout simplement qu'elle a reçu une contre-proposition. Et cette contre-proposition ne pouvait venir que du camp occidental. Les événements qui ont suivi ont dévoilé les éléments de cette proposition : l'Ukraine a reçu une proposition pour l'ouverture d'une gigantesque ligne de crédit partiellement payable en armement. En contrepartie, l'Ukraine devait s'engager à s'interdire de conclure un accord d'arrêt de guerre face à la Russie et fournir « la main d'œuvre » combattante. C'était ça l'accord.

Afin de répondre au second engagement de Kiev, les frontières nationales de l'Ukraine pour sortir du pays ont été fermées. En France, on n'en parle pas beaucoup - car c'est une vérité trop gênante - mais au début de la guerre il y a eu un gigantesque exode des populations des territoires de l'Ukraine, notamment de la population masculine. Les hommes savaient que s'ils ne partaient pas, ils seraient envoyés à la tuerie. Quand on parle à la télévision occidentale de l'héroïsme ukrainien, ça me fait sourire sachant parfaitement que le pays se serait vidé des futurs combattants en un temps très réduit si les frontières n'étaient pas interdites de passage. Entre parenthèses, il faut savoir que pour quitter l'Ukraine depuis la fermeture des frontières et encore aujourd'hui, il faut déboursier un pot de vin aux fonctionnaires de la douane ukrainienne qui va de 7 à 10 000 dollars américains. C'est pour dire que pratiquement aucun riche ukrainien ne combat pas en Ukraine. Mourir aujourd'hui en Ukraine - c'est le sort des pauvres. Cette information provient directement de nombreuses personnes qui l'ont payé pour quitter le pays et que je connais personnellement.

L'Eclaireur - Les réfugiés ukrainiens ont en Europe bénéficié d'un statut très protecteur, comparé notamment aux Syriens ou aux Afghans. Mais selon vous, c'est usurpé ?

Oleg Nesterenko - C'est bien le cas. D'une part, le bloc "atlantiste" est directement responsable de l'exode des populations syriennes et afghanes - il faudrait un article à part pour énumérer les actions de "bienfaisance" commises par ce bloc contre ces pays et leurs désastreuses conséquences. Et je ne parle pas uniquement, par exemple, de l'acte d'agression de la Syrie lequel est juridiquement considéré en tant que crime d'agression, selon les points a, b, c et d du paragraphe 2 de l'article 8bis du Statut de Rome de la CPI tant chérie et mise en avant ces temps-ci par ceux qui la financent. Il faut remonter bien plus loin, notamment aux origines de la création de divers courants et structures, dont l'Etat islamique. Si nous sommes dans la logique de l'accueil des réfugiés venus de tous les horizons, alors, c'est bien ces deux populations qui ont le plus de légitimité pour en bénéficier, sans compter les Libyens, dont les sous-traitants des Etats-Unis ont anéanti l'avenir de leur pays.

"Les réfugiés ukrainiens sont très loin d'être un bloc homogène"
 D'autre part, concernant les réfugiés ukrainiens, notamment en France, il y a ce que l'on connaît d'eux via les mass médias et il y a la réalité qui diffère grandement de la propagande. Les médias occidentaux présentent les Ukrainiens en tant qu'un groupe d'individus qui ont fui la guerre. C'est le narratif que l'on connaît. La réalité n'y correspond pas du tout.

Les réfugiés ukrainiens sont très loin d'être un bloc homogène. Il y a une très nette séparation entre les réfugiés venus de l'est et ceux venus de l'ouest du

pays. Ceux de l'ouest du pays, territoires traditionnellement nationalistes, ont fui l'Ukraine, tandis que leur région ne se trouvait sous aucune réelle menace. Ils ne risquaient rien, ni au début de la guerre, ni aujourd'hui. Dès le second mois du conflit, il était déjà clair que la Russie n'était nullement intéressée par cette zone. L'ouest de l'Ukraine, ce n'est ni la Syrie, ni l'Irak. La réelle motivation du départ d'habitants de cette zone vers l'Europe n'est nullement humanitaire, mais économique.

Il faut savoir que depuis la chute de l'Union soviétique, les régions de l'ouest de l'Ukraine ont toujours vécu dans une grande pauvreté, à la limite de la misère : pratiquement toutes les richesses du pays sont concentrées à Kiev et à l'est de l'Ukraine. De 1991 au 2022, des millions d'Ukrainiens, majoritairement des régions mentionnées, sont partis travailler à l'étranger. Il y a deux destinations pour ces travailleurs : la Russie et l'Union européenne. Vous l'ignorez certainement, mais même aujourd'hui il y a plus d'un million de travailleurs ukrainiens sur le sol russe. Et je ne vous parle que du chiffre officiel de ceux qui dispose d'un permis de travail officiel. Avec le marché du travail au noir on estime qu'il y a plus de 3 millions de citoyens ukrainiens travaillant en Russie. Le nombre traditionnellement très élevé de travailleurs illégaux ukrainiens est dû à la politique de tolérance à leur égard qui a toujours eu lieu en Russie : ils ne risquent pas grande chose étant arrêté.

D'autres sont partis travailler au noir dans l'Union européenne. Quand vous avez une personne d'un village qui part travailler vers l'Europe, à terme, c'est parfois la majorité de la population du village en âge de travailler qui suit son chemin, les uns après les autres. Dans sa majorité écrasante, les hommes travaillent dans le bâtiment et les femmes qui accompagnent leurs maris - en tant que femmes de ménage. Les hommes font surtout des "rotations", car la plupart du temps, leurs familles restent au pays. Et on parle ainsi de millions de personnes. Si parmi vos lecteurs, un grand nombre n'a jamais entendu parler de cela, sachez qu'en Ukraine il n'y pas une seule personne adulte dans tout le pays pour qui mes propos ne sont une banalité.

Avec le déclenchement de la guerre, un grand nombre de familles sont parties rejoindre leurs maris travaillant au noir dans l'Union européenne. Beaucoup d'autres ont vu une opportunité pour partir et changer de vie. En partant, beaucoup ont fait louer leurs biens immobiliers à des réfugiés de l'est du pays qui ne sont traditionnellement pas attirés par les richesses de l'Europe et préfèrent rester en Ukraine. Il y a un véritable scandale en Ukraine, dont vous n'allez jamais bien évidemment entendre parler, sur ses profiteurs de guerre qui n'ont jamais été en danger et qui sont partis toucher des allocations en Europe en louant à des prix exorbitants leurs biens à de vrais réfugiés, vu la demande qui a explosé et qui a fait démultiplier les prix dans le locatif. Ce ne sont nullement des cas isolés, mais une très grande pratique dans l'intégralité des régions de l'ouest du pays. Au point qu'aujourd'hui il y est impossible de trouver le moindre bien à louer qui ne soit au prix, tout au moins multiplié par deux, et même par cinq par endroit, par rapport à celui pratiqué avant la guerre.

En tout cas, ceux qui sont originaires de l'ouest de l'Ukraine et qui ne sont pas dans l'Union européenne pour des raisons économiques, sont déjà repartis chez eux depuis un moment. Je suis formel.

En revanche, ceux qui sont originaires de l'est du pays, territoires traditionnellement pro-russes, ont fui un danger on ne peut plus réel. Parmi eux, ceux qui sont partis vers l'Europe sont ceux qui n'ont pas eu de moyens financiers pour rester à l'ouest de l'Ukraine qui est une zone d'une parfaite sécurité, mais où ils se font dépouiller par des locaux qui, par ailleurs, les détestent presque autant que les Russes. Et ce que les Européens ignorent, c'est que parmi ces vrais réfugiés beaucoup sont foncièrement pro-russes et haïssent le régime de Kiev et tout ce qu'il représente. S'ils ne sont pas partis vers la Russie, ce n'est dû qu'au fait qu'il n'était pas possible de traverser la ligne de front. Ils n'avaient qu'une possibilité de fuir : vers l'ouest.

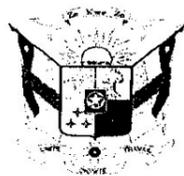
En France, vous avez une part relativement importante de réfugiés ukrainiens qui sont parfaitement pro-russes, mais qui se taisent, car ils savent qu'il ne faut surtout pas que l'accueillant intoxiqué par sa propagande apprenne la vérité les concernant et les rejette pour des raisons politiques. Ce sont surtout des personnes âgées de plus de 45 ans, ceux qui ont reçu une éducation encore sous l'URSS. Ce ne sont nullement des nostalgiques du passé soviétique, loin de là. Ce sont juste ceux qui savent exactement ce qu'est la Russie et le monde russe, car ils y ont vécu.

L'Eclaireur - On a une idée du nombre d'Ukrainiens qui ont fui l'Ukraine ?

Oleg Nesterenko - Je ne dispose pas de chiffres précis mais on parle de millions qui sont partis vers l'Europe, dont plus de 100 000 vers la France. Il faut se rappeler que les frontières ont été fermées dès le mois de mars 2022, sans quoi la quasi-intégralité de la population masculine âgée de 18 à 60 ans aurait fui le pays et il ne resterait plus personne à envoyer à l'abattoir. Mais le pays qui a accueilli le plus de réfugiés, c'est bien la Russie. Il y a plus de 3,2 millions de personnes. Et parler des départs des habitants ukrainiens vers la Russie d'une manière forcée n'est que signe d'imbécillité et de déconnexion totale de la réalité.

(suite au prochain numéro)

PRAPAM
Appel à Manifestation d'Intérêt



Projet d'Amélioration de la Productivité et de l'Accès aux Marchés des Produits Agropastoraux dans les Savanes (PRAPAM)

APPEL À MANIFESTATION D'INTERET
(Sélection de Consultants individuels)

25/07/2023

Intitulé de la mission : Sélection d'un consultant individuel pour la maîtrise d'œuvre complète des travaux de construction de trois (3) aires d'abattage dans les localités de Yaloké-Bossemptélé et Baoro.

Le Gouvernement Centrafricain a obtenu du Fonds international de développement agricole (FIDA) un financement destiné à couvrir le coût de du Projet d'Amélioration de la Productivité et de l'Accès aux Marchés des Produits agropastoraux dans les savanes (PRAPAM) et envisage d'en faire partiellement usage pour s'adjoindre des services de conseil dispensés par un consultant individuel pour la maîtrise d'œuvre complète des travaux de construction de trois (3) aires d'abattage dans les localités de Yaloké-Bossemptélé et Baoro.

L'utilisation de fonds du FIDA est soumise à l'approbation de ce dernier, selon les modalités et conditions que prévoit l'accord de financement et conformément aux règles, politiques et procédures du FIDA. Le FIDA et ses représentants, mandataires et fonctionnaires sont déchargés de toute responsabilité concernant les actions en justice, procédures, réclamations, demandes, pertes et obligations en tout genre et de toute nature qu'une quelconque partie invoquerait dans le cadre du Projet d'Amélioration de la Productivité et de l'Accès aux Marchés des Produits agropastoraux dans les savanes (PRAPAM).

Les services de conseil consistent à :

- Réaliser un Avant-projet Sommaire (APS) et un Avant -Projet Détaillé (APD) ;
- Conduire d'une étude d'impact environnemental et social (EIES) ;
- Élaborer d'un Dossier d'appel d'offres (DAO) des travaux de réalisation des travaux ;
- Appuyer l'évaluation des offres des entreprises pour la réalisation des travaux ;
- Surveiller et le contrôler les travaux d'exécution.

Le présent appel à manifestation d'intérêt fait suite à l'Avis général de passation de marchés publié sur le site web du FIDA et sur UNDB Online le 12 juillet 2022 et dans la presse écrite « LE DEMOCRATE » le 12 juillet 2022.

Nous attirons l'attention des consultants intéressés sur la Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et sur la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations. Cette dernière énonce les dispositions arrêtées par le FIDA concernant les pratiques répréhensibles. Le FIDA s'efforce par ailleurs de faire en sorte que ses activités et opérations se déroulent dans un environnement de travail sain, à l'abri de tout harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation ou atteinte sexuelle, comme le précise sa Politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

Les consultants intéressés ne peuvent être en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel. Tout soumissionnaire qui serait en pareille situation sera écarté, sauf approbation expresse du Fonds. Un conflit d'intérêt est présumé exister dès lors que les consultants a) entretiennent des relations qui leur permettent d'avoir indûment connaissance

PRAPAM
Appel à Manifestation d'Intérêt

d'informations non divulguées concernant ou affectant le processus de sélection et l'exécution du marché, ou b) ont des liens professionnels ou familiaux avec un membre du conseil de direction du client ou du personnel de ce dernier, avec le Fonds ou ses agents, ou avec quiconque a pris ou pourrait raisonnablement prendre part, directement ou indirectement, à i) l'établissement du présent appel à manifestation d'intérêt, ii) au processus de sélection pour le marché concerné, ou iii) à l'exécution dudit marché. Les consultants sont en permanence tenus de faire état de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel qui apparaîtrait lors de l'établissement de la manifestation d'intérêt, du processus de sélection ou de l'exécution du marché. La non-divulgaration de telles situations peut notamment entraîner l'exclusion du consultant, la résiliation du marché ou toute autre mesure appropriée en application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

Le Projet d'Amélioration de la Productivité et de l'Accès aux Marchés des Produits agropastoraux dans les savanes (PRAPAM) invite à présent les consultants individuels ("les consultants") éligibles à manifester leur intérêt pour la fourniture des services en question. Les consultants intéressés sont tenus de fournir, sous la forme d'un curriculum vitae, des informations attestant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience nécessaire en la matière pour dispenser ces services. Les consultants seront sélectionnés selon la méthode de sélection de consultants individuels exposée dans le Guide pratique de passation des marchés consultable sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>.

Les critères de présélection sont les suivants :

Critères	Note maximale
Qualifications et expérience générale du consultant :	
Qualifications : Avoir un diplôme Universitaire de niveau Bac+5 en Architecture/du Génie Civil/Génie Rural ou similaire (Bac+5-----20 points ; Bac+4-----10 points, inférieur à Bac +4 --- 0 points)	20
Expérience générale du consultant : Avoir une expérience générale d'au moins huit (8) ans en matière d'études et de contrôle de projets d'infrastructures (2 points par année d'expérience pour les huit premières années, et 1point par année supplémentaire avec un maximum de 20 points)	20
Sous total 1	40
Expérience spécifiques	
Missions similaires : Expérience en matière d'études et contrôle d'infrastructures d'élevage (Aires d'abattage, bâtiments d'élevage, etc.), 5 points par mission avec un maximum de 50 points)	50
Sous total 2	50
Expérience dans la zone d'intervention du PRAPAM	
Expérience réaliser dans la zone d'intervention du projet (2 points par expérience avec un maximum de 10 points)	10
Sous total 3	10
Total	100

Toute demande d'éclaircissements concernant le présent appel à manifestation d'intérêt devra être envoyée par courriel à l'adresse ci-après : francisbouba@yahoo.fr avec copie